

Agence Régionale de la  
Santé

Délégation Territoriale du  
Gers

Direction Départementale des  
Territoires

Service Eau et Risques

## **Ville d'AUCH**

### **ARRETE n°2012 108-0002**

- **déclarant d'utilité publique les travaux valant pour la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage de l'usine ST MARTIN exploité par la ville d'AUCH et déterminant les parcelles concernées par les servitudes - périmètre de protection rapproché -**
- **autorisant le prélèvement d'eau**
- **autorisant la distribution d'eau d'alimentation au public**

**LE PREFET du GERS,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et L.1321-13 ainsi que les articles R.1321-1 à R.1321-68 ;

**VU** le Code de l'Environnement, Livre 2, Titre 1er et notamment les articles L.214-1 à L.214-10, L.215-13 et L.216-1 à L.216-10 ; R 214-1 à 5 et 214-6 à 56, relatifs à la nomenclature et à la procédure des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement, R214-88 et suivants relatifs à la déclaration d'utilité publique et R214-112 et suivants relatifs aux mesures applicables aux ouvrages hydrauliques au titre du décret n°1135-2007 du 11 décembre 2007 ;

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-18 ;

**VU** le décret n° 99-615 du 7 juillet 1999 portant publication des amendements aux annexes I, II, III, IV de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe ouvert à la signature à Berne le 19 septembre 1979, adopté à Strasbourg le 5 décembre 1997 ;

**VU** le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006, relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

**VU** le décret n° 2007-49 du 12 janvier 2007 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 1988 fixant la liste des poissons protégés sur l'ensemble du territoire national ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 fixant la liste des insectes protégés sur le territoire national ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application des articles R. 211-1 à R. 211-9 du code de l'environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans

d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (nomenclature) ;

**VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural ;

**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R1321-2, R1321-3, R1321-7 et R1321-38 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1950 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable de la ville d'Auch et dérivation des eaux de la rivière Gers ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 1981 modifié, portant Règlement Sanitaire Départemental ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009 relatif au 4<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2004 relatif à la mise en place d'un plan départemental opérationnel d'actions de lutte contre la pollution des eaux par les produits phytosanitaires ;

**Vu** l'arrêté du préfet du 5 octobre 2006 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**VU** les circulaires du 24 juillet 1990, 2 janvier 1997 et 31 janvier 2005, relatives à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) «Adour Garonne» approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2009 ;

**VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 20/03/2010 ;

**VU** la délibération de la ville d'AUCH du 26 avril 2010 relatives au prélèvement, à l'instauration des périmètres de protection et à la distribution d'eau potable ;

**VU** le dossier produit par la Egis eau, maître d'ouvrage délégué de la ville d'AUCH et jugé recevable le 9 novembre 2011 pour être soumis à enquête publique ;

**VU** le dossier d'autorisation au titre des articles L 214-1 à 6 du code de l'environnement déposé par la ville d'AUCH au guichet unique de l'eau de la direction départementale des territoires concernant la régularisation administrative du captage d'eau potable de la commune, enregistré le 15 septembre 2011, sous le n° 32-2011-00185 ;

**VU** l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du 22 juin 2011 ;

**VU** l'avis du Service Territoire et Patrimoines de la direction départementale des territoires du 6 mai 2011 ;

**VU** l'avis du Conseil Général du Gers du 17 juin 2011 ;

**VU** l'avis de recevabilité du service en charge de la police de l'eau de la direction départementale des territoires du Gers du 9 novembre 2011 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable :

- à la déclaration d'utilité publique :
  - des travaux de prélèvements d'eau du captage de ST MARTIN destinés à l'alimentation en eau potable de la ville d'AUCH
  - de la dérivation des eaux de la rivière GERS
  - de la création des périmètres de protection autour de ce point d'eau
- à l'autorisation de prélèvement prévue aux articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement

**VU** le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 12 janvier 2012 ;

**VU** le rapport de présentation au CODERST conjoint de la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de la Santé et du service Eau et Risques de la Direction Départementale des Territoires en date du 10 février 2012 ;

**VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 1<sup>er</sup> mars 2012 ;

**CONSIDERANT** d'une part, la nécessité de protéger les ressources en eau de la collectivité et les dispositions prises pour faire face à une pollution accidentelle et d'autre part, que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

**CONSIDERANT** la demande de régularisation du captage de St Martin et le dossier produit à cet effet en juin 2009 montrant la mise en sécurité de la production d'eau destinée à la consommation humaine ; c'est-à-dire le maintien de la distribution d'eau même en cas de pollution accidentelle du Gers ;

**CONSIDERANT** que le bassin versant du Gers a été classé en zone vulnérable aux nitrates, ce qui entraîne l'application obligatoire des programmes de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**CONSIDERANT** que les travaux réalisés dans le cadre de la création de la station de prélèvement et de potabilisation de l'eau sur la commune d'AUCH peuvent faire l'objet d'une régularisation administrative au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** le caractère provisoire des installations de captage et de production d'eau destinée à la consommation humaine et par conséquent l'obligation pour la ville d'AUCH d'élaborer un projet de construction d'une nouvelle station de production d'eau potable qui devra être placée en zone non inondable ;

**CONSIDERANT** que, par courriel du 21 mars 2012, le pétitionnaire a émis des observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis par courrier du 8 mars 2012 ;

**CONSIDERANT** que les observations émises par le pétitionnaire n'entraînent pas un changement notable du présent arrêté et peuvent donc être prises en compte ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

**ARRETE**

**BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION**

**Article 1 :** La ville d'AUCH est le bénéficiaire des autorisations et déclarations d'utilité publique décrites ci-après. Son siège est situé à : Mairie - Place de la Libération – 32007 AUCH CEDEX

## UTILITE PUBLIQUE

**Article 2 :** Sont déclarés d'utilité publique, la dérivation des eaux du Gers et les travaux de prélèvement d'eau par le captage de "ST MARTIN" situé sur le territoire de la commune d'AUCH au lieu-dit "ST MARTIN", aux fins d'alimentation en eau potable de la ville d'AUCH, ainsi que la création des périmètres de protections immédiate et rapprochée autour de ce point d'eau.

Les coordonnées Lambert II étendu et le code B.S.S. (banque de données du sous-sol) de ce point d'eau situé sur le territoire de la commune d'AUCH sont les suivants :

| Code B.S.S. | X      | Y       | Z   |
|-------------|--------|---------|-----|
| 09817X0040  | 458743 | 1850194 | 128 |

### AUTORISATION AU TITRE DES ARTICLES L214-1 A 3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

**Article 3 :** Pour l'exploitation des ouvrages et l'exercice des activités énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier d'Autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, du Code de l'Environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre et du 25 novembre 2003 susvisés.

| OUVRAGES – INSTALLATIONS – ACTIVITES   | RUBRIQUE    | REGIME       |
|--|-------------|--------------|
| <p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :</p> <p>1° Capacité supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup> / h (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p> | 1. 3. 1. 0. | Autorisation |
| <p>Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4. 1. 3. 0, 2. 1. 1. 0, 2. 1. 2. 0 et 2. 1. 5. 0 :</p> <p>1° Le flux total de pollution brute étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A) ;</p> <p>b) Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D).</p>   | 2. 2. 3. 0. | Autorisation |
| <p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</p> <p>1° Destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>                                 | 3. 1. 5. 0. | Déclaration  |

## DEBIT AUTORISE ET CONTROLE, REJETS

**Article 4 :** La commune d'AUCH est autorisée à prélever au captage de l'usine ST MARTIN, en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement, rubrique 1.3.1.0, 2.2.3.0 et 3.1.5.0 de la nomenclature loi sur l'eau, aux conditions suivantes :

- débit instantané maximal : 600 m<sup>3</sup>/h
- volume maximal journalier : 12 000 m<sup>3</sup>
- durée maximale de pompage 20 h
- Volume maximal annuel : inférieur à 4 380 000 m<sup>3</sup>

Les volumes quotidiennement prélevés ainsi que les débits de pointe journaliers seront consignés dans un registre ou cahier. Ces relevés seront adressés en fin d'année calendaire au service de l'eau de la direction départementale des territoires. En cas de contrôle, ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition de la DDT et de la délégation territoriale du GERS de l'agence régionale de santé Midi-Pyrénées (DT32 ARS) ainsi que des agents délégués par ces administrations.

Une auto-surveillance sera mise en place sur le rejet, avec à minima 4 analyses amont/aval, par an. Ces analyses reprendront au moins les paramètres suivants : Température, pH, turbidité, MES, aluminium total, aluminium dissous ainsi que la mesure de l'Indice Biologique Diatomée. Le bilan de l'auto-surveillance sera transmis au service de l'eau de la Direction Départementale des Territoires du Gers.

## EQUIPEMENT DE L'OUVRAGE

**Article 5 :** L'ouvrage sera équipé des éléments suivants :

- **Un dispositif de comptage** est installé et maintenu en état de marche. La remise à zéro du compteur est interdite.
- **Un robinet de prélèvement** est installé aux fins d'analyses des eaux brutes.

## PRESCRIPTIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS ANNEXES

**Article 6 :** l'article L.211-1 du code de l'environnement impose dans le cadre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau « la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ». Dans ces conditions, le réseau AEP desservi par le présent prélèvement dispose d'un rendement minimum de 75 %. La ville d'AUCH réalise à ses frais l'entretien de ce réseau. La mise en conformité est réalisée après diagnostic dans un délai qui n'excède pas le 31/12/2012.

## CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

**Article 7 :** Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

## PLAN ET VISITE DE RÉCOLEMENT

**Article 8 :** La ville d'AUCH établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la DT32 ARS et à la DDT dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.

Après réception, une visite de récolement est effectuée par les services de l'Etat en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

## MODIFICATION DES OUVRAGES OU DE LEUR MODE D'UTILISATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

**Article 9 :** Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

## ACCES AUX INSTALLATIONS

**Article 10 :** Les agents chargés de la police de l'eau (DDT) et du contrôle sanitaire (DT32 ARS) auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par les codes de l'environnement et de la santé. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

**Article 11 :** L'autorisation de prélèvement est accordée pour une durée de **6 ans**. L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## DROIT DES TIERS

**Article 12 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

**Article 13 :** Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du titre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

## DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS PAR LE PERMISSIONNAIRE

**Article 14 :** Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet sans délai, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code sus cité.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour

évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## ARRET D'EXPLOITATION – ABANDON DES OUVRAGES

**Article 15 :** Un rétro planning, précisant les échéances des différentes études ainsi que les phases de travaux pour la future station, sera transmis dès que possible à la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de la Santé et au service de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

Tout abandon d'exploitation de pompage ainsi que la remise en état du site fera l'objet d'une déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires dans le mois qui suit la cessation définitive.

## RETRAIT OU SUSPENSION DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT – MISE HORS SERVICE OU SUPPRESSION DE L'OUVRAGE DE PRELEVEMENT PAR LE PREFET

**Article 16 :** La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

En cas de défaillance du titulaire de l'autorisation retirée dans l'exécution des travaux prescrits par la décision de retrait, le Préfet peut y faire procéder d'office, dans les conditions prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la suspension ou du retrait de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire ou l'exploitant des ouvrages de prélèvements est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage et des installations.

## PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

**Article 17 :** Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du pompage d'eau et de la station de traitement. Ils s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires annexés au présent arrêté et incluent les parcelles énumérées ci-après.

### Périmètre de protection immédiate :

Commune d'AUCH - Section AY

#### Point de prélèvement :

Section AY :

Parcelles n° 509, 510 en partie, 575 en partie 576 en partie et 578 en partie.

Section AX :

Parcelle n° 85

Il est cartographié selon l'annexe 1.

### Périmètre de protection rapprochée :

Il correspond à la propagation dans la rivière Gers des pollutions potentielles proches sur une longueur de 850 m en amont de la confluence du canal St Martin avec le Gers avec une largeur de 15 m de part et d'autre du Gers. Il est cartographié selon l'annexe 2 et le tableau des parcelles figurent en annexe 3.

## PRESCRIPTIONS

### Article 18 :

#### 18.1 - Périmètre de protection immédiate (PPI) :

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate, doivent être acquis en pleine propriété par la collectivité,

### Interdictions :

Toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien, ou liées au service des eaux sont interdites à l'intérieur du périmètre de protection immédiat. Aucun aménagement en-dehors de ceux nécessaires au bon fonctionnement de la production d'eau potable n'y sera effectué.

### Prescriptions :

L'emplacement de la prise d'eau dans lequel est situé le dégrilleur sera clôturé. Aucun déversement de ruissellement sur la voirie ne doit parvenir dans le canal souterrain d'amenée de l'eau du dégrilleur vers l'usine St Martin. A cet effet, les eaux pluviales de la voirie seront déviées en dehors du PPI au moyen de rehausse des bordures du canal d'amenée de l'eau.

Les autres installations supportant le puits de secours, la station de traitement et la bache de stockage seront clôturées et munies de portail fermant à clé.

Le canal St Martin constitue une réserve d'eau brute qu'il convient de préserver depuis sa confluence avec le Gers et l'entrée dans l'usine de traitement. A cet effet, une clôture ou une haie d'une hauteur d'1,5 m sera installée rive droite tout le long du parc de loisirs et du camping. Des panneaux indicateurs seront placés de manière bien visible le long du canal expliquant l'utilité de ce canal.

Un programme de nettoyage régulier du dégrilleur et des accumulations de déchets sur le canal sera établi et mis en œuvre. Un barrage au fil de l'eau de type boudin flottant sera installé sur l'amont du canal dans un endroit accessible pour en assurer l'entretien, celui-ci est destiné à retenir les déchets flottants ainsi que les hydrocarbures éventuels.

Tout rejet d'eau usée est interdit. A cet effet, les assainissements des habitations riveraines seront mis en conformité avec obligation de raccordement des eaux usées au réseau collectif.

Les abords du puits de secours seront fermés par une grille et une protection vis-à-vis des eaux de ruissellement par une margelle périphérique étanche d'au moins 20 cm de hauteur.

Les eaux de lavage des filtres et les purges des décanteurs seront rejetées à l'aval de la prise d'eau, éventuellement traitées si le milieu récepteur l'exige ou dans le réseau d'assainissement.

## **18-2 - Périmètre de protection rapprochée (PPR) :**

### Bandes enherbées.

Les cours d'eau et les fossés seront protégés par des bandes enherbées maintenues implantées sur leur bordure. Leur entretien sera conforme au cahier des charges qui leur est propre. Lorsqu'il existe une ripisylve, elle sera maintenue. Dans la mesure du possible, l'implantation de nouvelles ripisylves sera encouragée.

### Pratique agricole, produits phytosanitaires et désherbants, drainage

Dans ce périmètre "la bonne pratique culturale" sera mise en œuvre conformément aux prescriptions générales relatives aux programmes d'action de lutte contre les pollutions diffuses.

Le nettoyage des bordures des routes et chemins sera pratiqué sans produits de traitement et uniquement par coupe (à l'épareuse ou autre).

L'épandage d'engrais organique liquide (lisier, boues) y sera proscrit. L'engrais chimique y sera éventuellement utilisé avec les doses les plus faibles possibles.

Les parcelles en bordure du Gers y seront exploitées de préférence en prairies naturelles, en "jachère entretenue" ou en parcelles boisées.

Aucun nouveau drainage agricole n'y sera établi

### Navigation sur le Gers

Toute forme de navigation motorisée y sera proscrite.

### Dispositif d'alerte

Dans ce périmètre, tout incident risquant d'entraîner une pollution du Gers sera immédiatement



porté à la connaissance quasi immédiate des autorités : mairie, gendarmerie, préfecture.

Une station d'alerte destinée à détecter d'éventuels polluants toxiques ou mettant en danger le traitement de l'eau sera installée un peu en amont de la limite du périmètre de protection rapproché, soit à 2h de temps de transfert pour un débit médian.

Cette station d'alerte devra être installée hors d'eau et facilement déplaçable.

Les paramètres suivis en continu seront au moins :

Température, conductivité, pH, turbidité, Carbone Organique Total (COT), hydrocarbures (avec méthode indirecte admise)

#### Interdictions :

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau.

Le tracé de nouvelles routes ou pistes.

L'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs et de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité de l'eau.

L'installation d'ouvrages de transport, de canalisations ou de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ou d'eaux usées présentant un risque de pollution des eaux superficielles. Tout rejet d'eau usée est interdit, à cet effet, les assainissements des habitations riveraines du Gers et du canal St Martin seront mis en conformité avec obligation de raccordement des eaux usées au réseau collectif.

L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique pour les nouvelles constructions.

Le pacage intensif des animaux susceptible de détruire les surfaces enherbées.

La circulation des véhicules ou engins motorisés hors des routes et sur les pistes, excepté celle pour un usage professionnel justifié.

### ACQUISITIONS

**Article 19 :** La ville d'AUCH est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate conformément aux prescriptions du Code de l'Expropriation. Ces acquisitions devront être réalisées dans un délai maximal de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

### DELAIS ET ACCES

**Article 20 :** Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 17 dans un délai maximal de 2 ans. A l'issue des travaux et au plus tard, au terme de ce délai, le maire de la ville d'AUCH organisera une réception des travaux. Le procès-verbal de cette réception sera adressé au Préfet (DT32 ARS). Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôles, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du service des eaux à ceux-ci.

### MODIFICATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS

**Article 21 :** Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé, souhaitant y apporter une modification, devra en informer la MISE. Les caractéristiques du projet seront précisées, notamment celles susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques. Le demandeur communiquera tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée à ses frais par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique. La MISE fera part des dispositions prescrites en vue de la protection des eaux, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la fourniture des documents demandés. Sans réponse de sa part à expiration de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

### INDEMNISATION D'EVENUELS DOMMAGES

**Article 22 :** Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal dans sa séance du 26 avril 2010, la ville d'AUCH devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les

préjudices directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ou l'instauration des servitudes.

## PUBLICITE FONCIERE - NOTIFICATION

**Article 23 :** Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau font l'objet d'une publication selon la réglementation en vigueur.

## DOCUMENTS D'URBANISME

**Article 24 :** Les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées au cinquième alinéa de l'article L.1321-2 du code de la santé publique sont annexées au plan local d'urbanisme s'il existe ou lorsqu'il sera approuvé, dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

## QUALITE DES EAUX ET TRAITEMENT

**Article 25 :** La ville d'AUCH devra adresser au préfet une demande d'autorisation de produire et de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine dans un délai de **3 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

Compte tenu de l'impossibilité de construire sur le site actuel placé en zone inondable aléa très fort du Plan Particulier du Risque Inondation (PPRI), le projet devra être situé en zone non inondable en amont d'AUCH.

Dans l'attente de la mise en œuvre de cette nouvelle usine de traitement d'eau potable

- les limites de qualité des **eaux brutes** mentionnées notamment aux articles R.1321-11, R.321-17 et R.1321-42 du code de la santé publique, ne doivent pas être dépassées ou, le cas échéant, faire l'objet d'une demande de dérogation dans la limite des dispositions réglementaires ;
  - la filière actuelle comprend :
    - une correction de pH,
    - une pré-ozonation,
      - Sur 2 filières parallèles :*
        - une injection de charbon actif en poudre,
        - une coagulation-floculation-décantation
        - une filtration sur sable,
    - une ozonation,
    - une mise à l'équilibre calco-carbonique par neutralisation basique,
    - une désinfection à l'aide de produits chlorés.
- Une filtration sur charbon actif sera insérée entre l'ozonation et la désinfection finale dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ces équipements doivent être maintenus en bon état de fonctionnement jusqu'à sa mise hors service.

Toute modification de cette filière de traitement doit faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

## DISTRIBUTION DE L'EAU

### **Article 26 :**

Les installations de distribution d'eau mentionnées à l'article R.1321-43 doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ou susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée, telle qu'il ne soit plus satisfait aux exigences fixées aux articles R.1321-2 et R.1321-3.

L'eau avant d'être distribuée est stockée dans des réservoirs d'une capacité totale de 25 600 m<sup>3</sup>, soit une autonomie de 4,2 jours théorique. La continuité du service de distribution d'eau devra être assurée par des travaux de sécurisation de transfert d'eau des différents réservoirs vers l'ensemble du réseau de distribution, notamment par une modification de la chambre de vannes du réservoir de LESCAT, celui-ci servant de réservoir de secours en cas de défaillance de la production. Ces travaux devront être réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Toute modification notable de distribution devra être déclarée au Préfet, comme la création ou le renouvellement des éléments structurants du réseau de distribution (réservoirs, conduites principales).

Avant chaque mise en service des installations de traitement et de distribution d'eau au public, une demande de vérification devra être adressée à la DT32 ARS. Celle-ci procédera à des analyses aux frais du titulaire de l'autorisation. La mise en service sera accordée après vérification de la conformité des installations et de la qualité de l'eau dont les caractéristiques sont définies par arrêtés ministériels.

## SURVEILLANCE ET CONTROLE

### Article 27 :

- La qualité des **eaux distribuées** devra respecter les exigences réglementaires en vigueur, définies notamment par les articles R.1321-2 et R.1321-3 du code de la santé publique,
- L'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité de l'**eau distribuée**. A cet effet, il mettra en œuvre le programme de surveillance conformément à la déclaration figurant dans le dossier d'autorisation. En cas de dépassement des limites de qualité autorisées pour l'eau brute et les eaux distribuées, il en informera immédiatement la DT32 ARS.
- La vérification de la qualité des eaux comprend la surveillance permanente de l'exploitant et le programme d'analyses défini par la DT32 ARS.
- Ce programme de contrôle sanitaire des eaux est transmis annuellement à l'exploitant, il peut être modifié conformément aux articles R.1321-16 à R.1321-18 ; en particulier le contrôle des pesticides et de la qualité microbiologique est renforcé compte tenu des risques de dépassement observés pour ces paramètres.

## MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS PAR LE PREFET

**Article 28 :** A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires soit en application de l'article R.1321-12 du code de la santé publique, soit au titre du code de l'environnement après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles afin d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau distribuée ou que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## DELAIS ET VOIES DE RECOURS

**Article 29 :** La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de PAU (Villa Noulibos, Cours Lyautey - BP 543 - 64010 PAU Cedex).

Des articles 1<sup>er</sup> à 17, relatifs au code de l'environnement (autorisation loi sur l'eau), le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la notification pour le pétitionnaire,
- un an, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers pour les tiers.

Concernant les autres articles, relatifs au code de la santé publique, le délai de recours est de deux mois à compter :

- de la notification pour le pétitionnaire,
- de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers pour les tiers.

## SANCTIONS

**Article 30 :** Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté et notamment de l'article 4, sera passible des peines prévues aux articles L.216-6 et suivants de Code de l'Environnement et aux articles L.1324-3 et suivants de Code de la Santé Publique. Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions prévues dans le présent arrêté, le préfet peut après mise en demeure, prendre les sanctions administratives prévues aux articles L.1324-1A et L.1324-1B du Code de la Santé Publique.

## PUBLICITE

**Article 31 :** Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage, pendant deux mois, en mairie d'AUCH par les soins du maire qui attestera de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage ; un extrait de l'arrêté relatif aux servitudes du périmètre rapproché sera affiché en mairie d'AUCH y compris la carte figurant à l'annexe 2 pendant 6 mois.
- d'une insertion par les soins du préfet d'un avis au public, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Gers,
- d'une publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture du Gers, ainsi qu'à la mairie de la commune d'AUCH. Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune d'AUCH.

Un extrait de la présente autorisation (loi sur l'eau) énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché à la mairie d'Auch pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera mis à disposition du public sur le site Internet de la DDT pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 32 :** L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du 23 novembre 1950 est abrogé.

## MESURES EXECUTOIRES

**Article 33 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le maire de la ville d'AUCH, M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gers, M. le chef de service de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage du Gers, M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie du Gers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Auch, le **17 AVR. 2012**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Christian CHASSAING**



17 AVR. 2012



**VILLE D'AUCH**  
Définition des périmètres de protection du captage d'eau potable  
de Saint Martin à Auch



Figure 9 : Vue aérienne du périmètre de protection immédiate

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christian CHASSAING





17 AVR. 2012

**VILLE D'AUCH**  
Définition des périmètres de protection du captage d'eau potable  
de Saint Martin à Auch

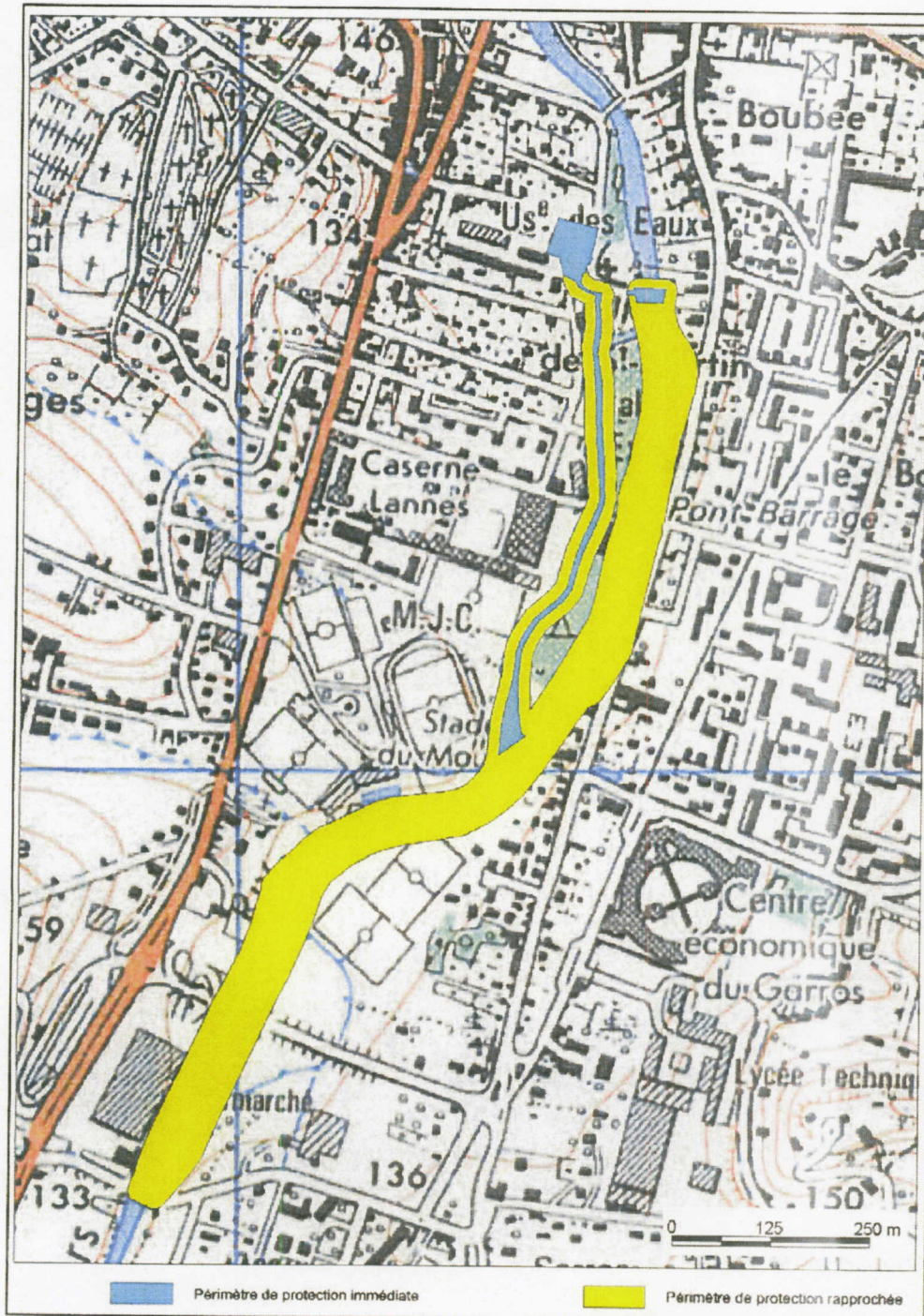


Figure 8 : Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING